

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE MICHEL INCHAUSPE**

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 30.000.000 Euros

Siège social : 76, Avenue du 8 mai 1945 – 64100 Bayonne

312 214 315 R.C.S. Bayonne.

Président Directeur Général : Jean-Paul Inchauspé

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020.

**I. — Bilan au 31 décembre 2020.**

(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Opérations interbancaires et assimilées		
Caisse, banques centrales, CCP	7 797	7 018
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	34 824	41 801
<b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>42 621</b>	<b>48 820</b>
Opérations avec la clientèle		
Créances sur la clientèle	286 550	258 605
<b>Total des opérations avec la clientèle</b>	<b>286 550</b>	<b>258 605</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 558	24 633
Actions et autres titres à revenu variable	289 344	250 912
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	8 876	9 445
Comptes de régularisation et actifs divers	6 353	6 336
<b>Total de l'actif</b>	<b>659 301</b>	<b>598 752</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Engagements donnés de l'activité bancaire</b>		
Engagements de financement	77 465	72 006
Engagements en faveur de la clientèle	77 465	72 006
Engagements de garantie	48 692	49 190
Engagements d'ordre des établissements de crédit	1 319	942
Engagements d'ordre de la clientèle	47 373	48 249
Engagements sur titres		22 317
Autres engagements		

<b>Passif</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Opérations interbancaires et assimilées		
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	3 898	2 372
<b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>3 898</b>	<b>2 372</b>
Opérations avec la clientèle	583 719	527 605
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
<b>Total des dettes représentées par un titre</b>		
Comptes de régularisation et passifs divers	4 010	6 360
Provisions pour risques et charges	41	
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000	1 000
Capitaux propres		
Capital souscrit	30 000	30 000
Réserves	26 682	25 682
Provisions réglementées	2	2
Report à nouveau	4 732	77
Résultat de l'exercice	5 217	5 655
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>66 633</b>	<b>61 416</b>
<b>Total du passif</b>	<b>659 301</b>	<b>598 752</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	177 895	136 818
Engagements reçus d'établissements de crédit	27 544	5 220
Engagements reçus de la clientèle	150 352	131 598
Engagements sur titres		22 810
Autres engagements	785	613

**II. — Compte de résultat.**

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Produits nets d'intérêts et revenus</b>	<b>8 054</b>	<b>9 390</b>
Intérêts et produits assimilés	8 542	9 993
Sur opérations avec les établissements de crédit	145	139
Sur opérations avec la clientèle	7 492	8 098
Sur obligations et titres à revenu fixe	905	1 755
Intérêts et charges assimilés	-488	-603
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	-0
Sur opérations avec la clientèle	-487	-598
Sur obligations et titres à revenu fixe	-1	-4
Produits sur opérations de location simple	2	9
Revenus des titres à revenu variable	0	1
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>5 828</b>	<b>6 933</b>
Commissions (produits)	6 951	8 174
Commissions (charges)	-1 123	-1 241
<b>Produits ou pertes nets sur opérations financières</b>	<b>6 430</b>	<b>5 328</b>
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	2	4
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 427	5 324
<b>Autres produits nets d'exploitation</b>	<b>347</b>	<b>292</b>
Autres produits d'exploitation bancaire	385	309
Autres charges d'exploitation bancaire	-38	-16
<b>Produit net bancaire</b>	<b>20 661</b>	<b>21 953</b>
Charges générales de l'exploitation	-12 839	-13 683
Frais de personnel	-8 447	-8 674
Participation des salariés	0	-186
Autres frais administratifs	-4 391	-4 823
Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-985	-948
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 838</b>	<b>7 321</b>
Coût du risque	-669	-299
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>6 169</b>	<b>7 022</b>
Gains nets sur actifs immobilisés	-12	8
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>6 157</b>	<b>7 031</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Impôts sur les bénéfices	-940	-1 379
Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	0	3
<b>Résultat net</b>	<b>5 217</b>	<b>5 655</b>

### III. — Annexe aux comptes annuels.

#### I. — Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes individuels.

Les comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé BAMl ont été établis conformément aux dispositions réglementaires comptables applicables aux établissements de crédit, suivant le règlement ANC (Autorités des Normes Comptables) n° 2014-07, complété par l'application du règlement ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020 portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres.

#### 2. — Faits marquants de l'exercice.

Dans la continuité de l'année 2019, l'émergence et l'expansion des nouveaux « variants » du Covid-19 début 2020 ont continué d'affecter les activités économiques et commerciales en France mais aussi, à une échelle plus large, l'environnement économique mondial. Des mesures rigoureuses pour contenir la vitesse de propagation du virus ont été mises en place en France et dans les autres pays touchés par le Covid-19 et ses « variants ».

La société BAMl, filiale de BAKIA, a mis en place une surveillance étroite afin de mesurer les impacts éventuels sur la poursuite opérationnelle de ses activités, les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique, les variations de valeur des actifs financiers et les expositions résultant des contrats de crédit.

Les impacts ressentis sur l'activité de notre établissement affectent l'ensemble des comptes mais certains éléments ne peuvent être isolés. L'information donnée ci-après porte sur les seuls effets jugés pertinents et significatifs selon l'approche ciblée autorisée par l'Autorité des Normes Comptables dans ces recommandations du 8 janvier 2021 relatives à la prise en compte des conséquences de l'événements Covid-19 dans les comptes et situations établis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

L'ensemble des charges et produits liés à l'épidémie a été constaté en résultat d'exploitation.

Une des conséquences directes de cette crise sanitaire a été la mise en place, sous l'impulsion du gouvernement français, des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) en soutien à l'activité des entreprises.

Au cours de l'année 2020, la BAMl a mis à disposition 27 193 K€ d'encours PGE pour un PNB généré de 99 K€. En contrepartie, la mise en production de ces PGE a nécessité un coût d'analyse métier et des développements informatiques estimés à 10 K€.

Le contexte de la crise sanitaire et les mesures gouvernementales qui en ont découlé ont eu un impact sur le PNB sur l'exercice 2020 principalement sur les points ci-dessous :

- L'encours des dépôts à vue liés au confinement de plusieurs mois.

L'activité économique bloquée a taylorisé 80 M€ supplémentaires dans nos livres mais a eu pour conséquence une forte baisse des mouvements bancaires ; notamment sur les entreprises.

Cette inactivité couplée à la mise en place des PGE pour certaines d'entre-elles ont eu pour impact la baisse de notre PNB estimé à 250 K€

- Les valorisations de nos Titres pour compte propre.

L'annonce du premier confinement mi-mars avait fortement impacté la bourse.

Le CAC 40 décrochant pour atteindre les 3754 points le 18/03/2020, cette nouvelle crise de confiance avait eu pour effet une forte dévalorisation de nos titres FCP et abouti à une forte provision pour dépréciation sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

Les 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> trimestres 2020 suite au déconfinement avaient déjà amélioré les valorisations de nos FCP ; et malgré une nouvelle baisse fin octobre 2020 (CAC à 4569 points), un redressement spectaculaire sur les deux derniers mois de l'exercice amenant le CAC à 5551 points, soit au niveau d'avril 2019, a permis à la BAMl de générer des plus-values comptables au niveau de nos prévisions du début d'exercice.

Néanmoins, il est à noter que nous avons passé une provision pour dépréciation de 1 306 K€ au 31/12/2020.

Cette crise sanitaire a bien évidemment impacté nos frais généraux en générant des coûts supplémentaires estimés à 25 K€ hors matériels et 5 K€ de matériels informatique afin d'assurer la sécurité des salariés et de notre clientèle :

- En s'équipant de masques, visières, gels hydro-alcooliques, plexiglass
- Désinfections des locaux,
- Acquisition et déploiement de matériels pour la mise en place du télétravail

La BAMl n'a demandé aucune dérogation, décalage de paiement ou dégrèvements concernant les règlements de loyers, charges ou de taxes (CFE, CVAE, TVA etc...).

LA BAMl a été contraint, afin de protéger, de mettre en chômage partiels une partie de son personnel. Cette mise en chômage partiel par le biais des indemnités a permis de réduire les charges du personnel de 31 K€. La BAMl a reçu 51.6 K€ d'allocations à ce titre qui ont été comptabilisés en déduction, des charges du personnel.

En dehors de la crise sanitaire liée au Covid-19, deux autres faits marquant de l'exercice 2020 sont à souligner. Le premier concerne la rénovation totale de l'agence de Bordeaux. Cette agence a été livrée par notre architecte et maître d'œuvre mi-octobre 2020. Le second, la BAMl a décidé, pour des raisons commerciales, de centraliser la clientèle de l'agence de Bayonne sur le seul site de l'agence de Maignon en la répartissant suivant leur appartenance à la Gestion Privée ou à la Gestion Entreprises.

#### 3. — Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

#### 4. — Indépendance des exercices.

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices : les intérêts, commissions assimilées (dont celles perçues à l'occasion de l'octroi d'un concours), revenus des obligations et des autres titres de placement à revenu fixe sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis ; les autres commissions ainsi que les revenus des actions sont enregistrés lors de leur encaissement ou de leur paiement.

## 5. – Conversion des actifs et passifs libellés en devises.

Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

## 6. – Portefeuille titres.

Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement ANC 2014-07.

Conformément à ces règlements, la Banque a classé sous la rubrique "Opérations sur titres" tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe, à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable.
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

**Titres d'investissement.** — Ce sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels la BAMl en a la capacité, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur date d'acquisition selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement. Il en est de même pour ce qui concerne l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que pour les intérêts courus attachés à ces derniers.

Au 31 décembre 2020, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

**Titres de transaction.** — Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers. A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2020, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

**Titres de placement.** — Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissements, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

— **Actions et autres titres à revenu variable :** Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenu des titres à revenu variable ».

Au cours de l'exercice 2020, les moins-values sur nos titres OPCVM, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont fait l'objet d'une provision dont la variation correspond à une dotation nette de 1 346.1 K€.

— **Obligations et autres titres à revenu fixe :** Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

Au cours de l'exercice 2020, les moins-values sur nos obligations, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont fait l'objet d'une provision dont la variation correspond à une reprise nette de 39.7 K€.

## 7. – Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la BAMl parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit d'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels). Aucune dépréciation n'a été constatée à la clôture de l'exercice.

#### 8. – Créances sur la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit.

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Notre grille de notation interne reflète la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

- A : Très bonne
- B : Forte
- C : Assez forte
- D : Acceptable
- D1 : Faible
- E : Très faible
- F : Critique
- G1 : douteux avec espoir de recouvrement
- G2 : douteux avec recouvrement incertain

Cette notation fait l'objet d'une mise à jour permanente lors du renouvellement de chaque dossier, et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) liées au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en en-cours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

#### 9. – Immobilisations.

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

La banque amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le mode linéaire ou dégressif appliqués à la durée d'utilité estimée. Il est constaté des amortissements dérogatoires pour la partie des amortissements qui excèdent l'amortissement économique.

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : gros œuvre	L	de 30 à 40 ans
Bâtiments : second œuvre	L	de 20 à 50 ans
Bâtiments : équipements techniques	L	de 15 à 20 ans
Bâtiments : finitions	L	de 8 à 10 ans
Mobiliers	L	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	L / D	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	L	de 3 à 5 ans
Logiciels	L	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

La banque détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

La décision de centraliser la clientèle de l'agence de Bayonne a eu pour principale conséquence de devoir constituer une provision pour dépréciation d'actifs à la clôture de l'exercice d'un montant de 152 K€

#### 10. – Autres actifs divers et comptes de régularisation.

Les comptes de régularisation incluent principalement des produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées à la clientèle et des charges comptabilisées d'avance.

Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres, de créances diverses envers les tiers et d'impôts différés actifs.

Lorsque la valeur actuelle d'un de ces actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat.

Aucune dépréciation de ces actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Ces autres actifs incluent un actif de 3,4 M€ envers un éditeur informatique.

Pour mémoire, la société BAM, filiale de BAKIA, avait entrepris en 2015 de remplacer son système d'information de « Core Banking » via le déploiement d'un progiciel unique. L'abandon de ce projet a conduit la société, dans le cadre d'une procédure lancée en 2019, à demander le remboursement de la totalité des sommes qu'elle a engagées auprès de l'éditeur. "Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres, de créances diverses envers les tiers et d'impôts différés actifs."

#### 11. – Provisions pour risques et charges.

Ce poste recouvre les provisions :

- pour risques de contrepartie,
- pour risques de change,
- pour litiges.

Ces provisions, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et le montant sont incertains, résultent d'événements survenus ou en cours à la date de clôture de l'exercice.

#### 12. – Engagements sur les contrats d'épargne logement.

Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour la BAM des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour la BAMl doivent faire l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont significativement négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

Aucune provision n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

#### 13. – Fonds pour risques bancaires généraux.

Conformément à l'article 1121-3 du règlement ANC 2014-07, les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que l'établissement assujéti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

#### 14. – Plus et moins-values de cession sur immobilisations et titres.

Les plus ou moins-values de cession sur immobilisations et titres sont inscrites au poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés », à l'exception de celles générées lors de cessions de valeurs mobilières de placement qui figurent dans « Produits ou pertes nets sur opérations financières » du résultat courant.

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2020 a eu un impact non significatif sur le résultat.

La mise au rebut des immobilisations d'agencement, concernant la rénovation de l'agence de Bordeaux, a généré une moins-value de 63 K€ en 2020.

Les cessions d'immobilisations ont généré une plus-value 52 K€ en 2020.

#### 15. – Jetons de présence.

Le montant total des jetons de présence versés en 2020 aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 125 K€ (125 K€ en 2019).

#### 16. – Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes.

Conformément à la réglementation, les principales méthodes comptables et les informations significatives permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine et de la situation financière de l'établissement sont présentées dans l'annexe aux comptes annuels.

L'Autorité des Normes Comptables a publié le 22 décembre 2020 le règlement n° 2020-10 modifiant le règlement ANC n° 2014-07. Ce règlement, homologué le 29 décembre 2020, est applicable obligatoirement aux comptes de l'exercice 2020 avec effet rétroactif.

L'application de l'amendement n'a pas d'impact sur la présentation des titres de la BAMl mais conduit à modifier la présentation au bilan de la créance sur la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette créance représente la quote-part de l'épargne collectée sur les comptes à régime spécial que la banque est tenue de transférer pour centralisation auprès de la Caisse des Dépôts et consignations. Cette créance, qui était présentée précédemment dans le poste Créances sur les établissements de crédit à l'actif du bilan, est désormais présentée au passif du bilan en déduction des comptes d'épargne à régime spécial dans la rubrique Opérations avec la clientèle. La première application de ces amendements n'a eu aucune conséquence sur les capitaux propres de la BAMl, ni sur son résultat.

#### 17. – Impôt sur les sociétés.

Au cours de l'exercice 2020, la BAMl a été assujettie à la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Au titre de l'exercice 2020, l'impôt au taux normal s'est élevé à 941 351 €, la contribution sociale à 6 183 €.

#### 18. – Participation des salariés.

Le calcul de la Réserve Spéciale de Participation aux Salariés est basé sur le résultat fiscal de l'exercice.

Le montant de la participation des salariés au résultat de l'entreprise due au titre de l'exercice 2020 est nul (186 K€ en 2019).

Conformément à l'article 9 du Règlement n° 91-01 du 16 janvier 1991 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, nous vous informons que le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

Siège : avenue du 8 mai 1945

64100 Bayonne

Agences : Saint-Jean Pied de Port, Biarritz, Bayonne, Behobie, Cambo, Hasparren, Saint-Palais, Mauléon, Oloron, Pau, Lourdes, Dax, Bordeaux, Saint-Jean De Luz



**Note 1. Opérations interbancaires et assimilées :**

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2020			2019
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
<b>Caisse, banques centrales, CCP</b>	<b>7 797</b>		<b>7 797</b>	<b>7 018</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>				
Comptes ordinaires	34 774		34 774	26 974
Comptes et prêts à terme (1)	50		50	14 827
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>	<b>34 824</b>		<b>34 824</b>	<b>41 801</b>
<b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>42 621</b>		<b>42 621</b>	<b>48 820</b>
Dont créances rattachées				100

(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial.  
À compter de l'exercice 2020, les créances sur les établissements de crédit n'incluent plus la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Au 31 décembre 2020, cette créance qui s'élève à 19 821 K€ est présentée en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire) dans le poste Opérations avec la clientèle, au passif du bilan (cf. Note 13). Au 31 décembre 2019, le montant de la créance de centralisation présentée parmi les créances sur les établissements de crédit s'élevait à 14 677 K€. En 2020, le montant déduit des comptes de dettes est de 19 821 K€ (Cf. Note 2.4.2). Les créances rattachées d'un montant de 94 K€ en 2020 contre 100 K€ en 2019, sont présentées en déduction des dettes rattachées liées aux comptes d'épargne réglementée.

**Note 2. Opérations avec la clientèle :**

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2020			2019
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
<b>Créances sur la clientèle</b>				
Créances commerciales	4 107		4 107	13 262
Comptes ordinaires débiteurs	4 488		4 488	11 263
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	132		132	187
Crédits de trésorerie	51 165		51 165	22 540
Crédits à l'équipement	170 054		170 054	153 618
Crédits à l'habitat	47 715		47 715	48 319
Autres crédits à la clientèle				
<b>Total des autres concours à la clientèle</b>	<b>269 066</b>		<b>269 066</b>	<b>224 664</b>
Valeurs non imputées	3 627		3 627	4 568
Créances douteuses	7 161	2 358	4 803	4 507
Créances rattachées sur la clientèle	458		458	342
<b>Total des créances sur la clientèle</b>	<b>288 908</b>	<b>2 358</b>	<b>286 550</b>	<b>258 605</b>
<b>Total des opérations avec la clientèle</b>	<b>288 908</b>	<b>2 358</b>	<b>286 550</b>	<b>258 605</b>
Dont créances rattachées	458		458	342

**Note 3. Risques sur crédits à la clientèle :**

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2020	2019
<b>Engagements globaux bruts</b>		
Engagements sains	281 746	254 099
Engagements douteux	4 985	4 402
Engagements douteux compromis	2 176	2 227
<b>Total des engagements globaux bruts</b>	<b>288 908</b>	<b>260 728</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>2 358</b>	<b>2 122</b>
<b>Engagements nets</b>	<b>286 550</b>	<b>258 605</b>
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	32,93%	32,01%
Poids engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,48%	2,54%

**Note 4. Ventilation des encours par catégories de contreparties :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2020	Sociétés	Entreprises Individuelles	Particuliers	Adm. privées Publiques	Non- résidents	Totaux	% Catégories / encours
<b>Catégories de risques</b>							
Escompte commercial, Dailly	4 107					4 107	1,5%
Crédits à l'exportation	132					132	0,0%
Crédits de trésorerie	31 306	790	18 953	37	79	51 165	18,4%
Crédits à l'équipement	167 847	1 911		282	14	170 054	61,2%
Crédits à l'habitat	18 503	649	26 638	200	1 725	47 715	17,2%
Autres crédits à la clientèle							0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	3 410	132	943	2	2	4 488	1,6%
<b>Total</b>	<b>225 306</b>	<b>3 481</b>	<b>46 534</b>	<b>521</b>	<b>1 820</b>	<b>277 661</b>	<b>100,0%</b>

**Note 5. Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2020	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non- résidents			
<b>Catégories de contreparties</b>					
Sociétés	3 474		263	3 211	7,6%
Entrepreneurs individuels					
Particuliers	1 510		18	1 492	1,2%
Administrations privées					
<b>Total</b>	<b>4 985</b>		<b>281</b>	<b>4 704</b>	<b>5,6%</b>

**Note 6. Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2020	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non- résidents			
<b>Catégories de contreparties</b>					
Sociétés	2 056		1 956	100	95,2%
Entrepreneurs individuels	59		59		100,0%
Particuliers	61		61		100,0%
Administrations privées					
<b>Total</b>	<b>2 176</b>		<b>2 077</b>	<b>100</b>	<b>95,4%</b>

**Note 7. Dépréciations & provisions :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Solde au 1er janvier</b>	<b>2 626</b>	<b>3 325</b>
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	2 207	1 157
Reprise de dépréciations (2)	-662	-1 855
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>4 171</b>	<b>2 626</b>
(1) : Dont dotation 2020 aux dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 140,46 K€.           Dont dotation 2020 aux provisions inscrites au passif = 41 K€ (dotation de 0 K€ en 2019). (2) : Dont reprise 2020 sur dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 22 K€ ;           au sein de cette reprise globale de 22 K€, 0 K€ sont liés à l'écoulement du temps           (rapprochement de l'échéance prévisionnelle de recouvrement de la créance). Dont reprise 2020 sur provisions inscrites au passif = 0 K€ (0 K€ en 2019).		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :

	2020	2019
Dépréciations déduites de l'actif		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	0	38
Relatives aux opérations avec la clientèle	2 358	2 122
Relatives aux titres	1 772	466
<b>Total des dépréciations déduites de l'actif</b>	<b>4 130</b>	<b>2 626</b>
Provisions inscrites au passif		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	41	0
<b>Total des provisions inscrites au passif</b>	<b>41</b>	<b>0</b>
<b>Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses</b>	<b>4 171</b>	<b>2 626</b>

Les dépréciations des créances douteuses et des titres couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques.

**Note 8. Opérations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020			2019
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
<b>Titres de transaction</b>				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
<b>Total des titres de transaction</b>				
Dont créances rattachées				
Dont actions et obligations non cotées				
<b>Titres de placement et assimilés</b>				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 596	39	25 558	24 633
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	291 078	1 733	289 344	250 912
Actions propres				
<b>Total des titres de placement et assimilés</b>	<b>316 674</b>	<b>1 772</b>	<b>314 902</b>	<b>275 546</b>
Dont créances rattachées	330		330	274
Dont actions et obligations non cotées				
<b>Titres d'investissement</b>				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
<b>Total des titres d'investissement</b>				
Dont créances rattachées				
Dont obligations non cotées				
<b>Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement</b>	<b>316 674</b>	<b>1 772</b>	<b>314 902</b>	<b>275 546</b>
Dont créances rattachées	330		330	274
Dont effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 596	39	25 558	24 633
Dont obligations non cotées				
Actions et autres titres à revenu variable	291 078	1 733	289 344	250 912
Dont actions non cotées				

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :

— pour les titres de placement : -0,6 K€ au 31/12/2020 (contre +0,2 K€ au 31/12/2019)

La juste valeur ('fair value') au 31/12/2020 s'élève à 26460 K€ pour les obligations, 289355 K€ pour les titres d'OPCVM (contre 1762 K€ pour les obligations, 276390 K€ pour les titres d'OPCVM). Sachant que la valeur nette comptable de notre portefeuille de titres de placement a augmenté hors dépréciation de 40663 K€ entre le 31/12/2019 et le 31/12/2020 et que la valeur comptable des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 0 K€ au 31/12/2020.

**Note 8 bis. Ventilation des obligations par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	34	951
De 1 an à 5 ans	814	
Plus de 5 ans		889
<b>Total</b>	<b>849</b>	<b>1 841</b>

**Note 9. Immobilisations incorporelles et corporelles :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020			2019
	Montant brut	Amortissements et dépréciations (1)	Montant net	Montant net
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Immobilisations en cours	901		901	1 691
Droit au bail	299	152	146	299
Fonds de commerce	126		126	126
Progiciels informatiques	955	774	182	159
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>2 281</b>	<b>926</b>	<b>1 355</b>	<b>2 275</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Immobilisations en cours	65		65	231
Terrains et constructions	1 322	756	566	589
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	4 447	3 408	1 039	1 344
Autres immobilisations	8 538	6 734	1 804	1 181
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>14 373</b>	<b>10 898</b>	<b>3 475</b>	<b>3 345</b>
<b>Total des immob. Corporelles et incorporelles</b>	<b>16 654</b>	<b>11 824</b>	<b>4 830</b>	<b>5 620</b>

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Acquisitions	Sorties	31/12/2020
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Immobilisations en cours	1 691	395	1 184	901
Droit au bail	299			299
Fonds de commerce	126			126
Progiciels informatiques	847	109		955
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>2 962</b>	<b>504</b>	<b>1 184</b>	<b>2 281</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Immobilisations en cours	231	774,4	940,7	65
Terrains et constructions	1 322			1 322
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	4 445	174	172	4 447
Autres immobilisations	8 242	931	635	8 538
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>14 241</b>	<b>1 879</b>	<b>1 747</b>	<b>14 373</b>
<b>Valeur brute des immobilisations</b>	<b>17 203</b>	<b>2 383</b>	<b>2 932</b>	<b>16 654</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Acquisitions	Sorties	Dépréciations	31/12/2020
Amortissements cumulés	11 583	832	744	152	11 824
<b>Amortissements cumulés</b>	<b>11 583</b>	<b>832</b>	<b>744</b>	<b>152</b>	<b>11 824</b>

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2020 a généré un impact de résultat non significatif.

Suite à la réévaluation d'un droit au bail, la BAMl a provisionné une dépréciation de 152 449,02 €.

La dotation aux amortissements de l'exercice 2020 s'élève à 832 078,58 euros contre 948 440,84 euros en 2019.

S'ajoute en 2020 une reprise nette aux provisions réglementées de 209,68 euros constituée au titre des amortissements dérogatoires (reprise nette de 3 431,19 euros en 2019).

**Note 10. Titres de participation, autres titres détenus à long terme :**

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 2020	Valeur nette 2020	Valeur nette 2019
Autres titres détenus à long terme	467	462	313
<b>Total des autres titres détenus à long terme</b>	<b>467</b>	<b>462</b>	<b>313</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 2020	Valeur nette 2020	Valeur nette 2019	Quote-part du capital détenu (%)	Capital
<b>Titres de participation</b>					
SCI URGAIN	9,900	9,900	9,900	99,00%	10
Giratoire de Maignon - 64100 Bayonne					
SCI IPARTOKI	0,100	0,100	0,100	1,00%	10
13 place Floquet - 64220 St Jean Pied De Port					
SCI MARCADAL	0,015	0,015	0,015	2,00%	10
11 place Floquet - 64220 St Jean Pied De Port					
<b>Créances rattachées à des participations</b>					
Avances aux filiales (1)	3 574	3 574	3 503		
<b>Total des participations et créances rattachées</b>	<b>3 584</b>	<b>3 584</b>	<b>3 513</b>		

Aucune information n'est donnée car les transactions conclues ne présentent pas une importance significative et ont, en outre, été conclues à des conditions normales de marché

**Note 11. Comptes de régularisation et autres actifs :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Comptes de régularisation - Actif</b>		
Comptes d'encaissements	12	494
Comptes d'ajustements devises débiteurs		
Produits à recevoir	891	1 828
Charges constatées d'avance	172	172
<b>Total des comptes de régularisation - Actif</b>	<b>1 075</b>	<b>2 494</b>
<b>Autres actifs</b>		
Fonds d'épargne CDC / LA - LDD		
Créance d'impôt sur les bénéfices	334	
Actifs divers	4 944	3 842
<b>Total des autres actifs</b>	<b>5 278</b>	<b>3 842</b>
Dont créances rattachées	20	20
<b>Total des comptes de régularisation et autres actifs</b>	<b>6 353</b>	<b>6 336</b>

**Note 12. Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marchés interbancaires :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Comptes créditeurs interbancaires et assimilés</b>		
Comptes ordinaires		
Comptes et emprunts	58	58
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
<b>Total des opérations de pension</b>		
Autres sommes dues	3 840	2 315
<b>Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés</b>	<b>3 898</b>	<b>2 372</b>
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
<b>Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices</b>	<b>3 898</b>	<b>2 372</b>
Dont dettes rattachées		

**Note 13. Comptes créditeurs de la clientèle, bons de caisse et créances négociables :**

(En milliers d'euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>		
Comptes ordinaires	471 157	395 322
Comptes à terme	43 256	47 792
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	69 306	84 491
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs donnés en pension ou vendues ferme		
<b>Total des comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>583 719</b>	<b>527 605</b>
<b>Dettes envers la clientèle représentées par un titre</b>		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
<b>Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre</b>		
<b>Total des dépôts de la clientèle</b>	<b>583 719</b>	<b>527 605</b>
Dont dettes rattachées	-85	19
(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020.		

Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial.

À compter de l'exercice 2020, la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire) (cf. Note 1). Au 31 décembre 2020, les encours collectés sur ces comptes d'épargne s'élevaient à 69 306K€, desquels a été déduit le montant de la créance de centralisation qui s'élevait alors à 19 821K€. Au 31 décembre 2019, la créance de centralisation demeure présentée parmi les créances sur les établissements de crédit à l'actif du bilan (cf. Note 1) pour un montant de 14 677 K€ ; à cette même date, les encours collectés sur les comptes d'épargne concernés s'élevaient à 34 156K€.

**Note 14. Comptes de régularisation et autres passifs :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Comptes de régularisation - Passif</b>		
Charges à payer	621	1 111
Comptes d'ajustements créditeurs	254	218
Comptes d'encaissements		
Produits constatés d'avance	313	301
<b>Total des comptes de régularisation - Passif</b>	<b>1 187</b>	<b>1 630</b>
<b>Autres passifs</b>		
<b>Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres</b>		
Dettes fiscales	168	1 124
Dettes sociales	1 690	1 898
Autres créditeurs et passifs divers	964	1 709
<b>Total des autres passifs</b>	<b>2 822</b>	<b>4 730</b>
<b>Total des comptes de régularisation et autres passifs</b>	<b>4 010</b>	<b>6 360</b>

**Note 15. Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Plans d'épargne-logement (PEL)</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	335	714
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	2 593	2 147
Ancienneté de plus de 10 ans	4 574	4 550
<b>Sous-total</b>	<b>7 502</b>	<b>7 411</b>
<b>Comptes épargne-logement (CEL)</b>	<b>2 443</b>	<b>2 601</b>
<b>Total</b>	<b>9 945</b>	<b>10 013</b>

**Note 16. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Plans d'épargne-logement (PEL)</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans		20
Ancienneté de plus de 10 ans	15	
<b>Sous-total</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
<b>Comptes épargne-logement (CEL)</b>	<b>25</b>	<b>55</b>
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>75</b>

**Note 17. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
<b>Plans d'épargne-logement (PEL)</b>				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
<b>Sous-total</b>				
<b>Comptes épargne-logement (CEL)</b>				
<b>Total</b>				

**Note 18. Provisions pour risques et charges :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Risques de contrepartie		41		41
Risques de change				
Litiges				
<b>Total</b>		<b>41</b>		<b>41</b>

**Note 19. Fonds pour risques bancaires généraux :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
<b>Total</b>	<b>1 000</b>			<b>1 000</b>

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités de la BAMl, conformément aux conditions requises par le règlement CRBF n° 90-02 modifié par l'arrêté du 29 décembre 2010.

**Note 20. Provisions réglementées :**

(En milliers d'euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Amortissements dérogatoires	2		0	2
Risques de crédits à moyen et long terme				
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>0</b>	<b>2</b>

**Note 21. Capitaux propres (hors provisions réglementées et FRBG) :**

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres (hors prov regl. et FRBG)
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>30 000</b>	<b>25 682</b>	<b>77</b>	<b>5 655</b>	<b>61 414</b>
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Affectation en réserves	0	1 000	0	-1 000	0
Affectation au report à nouveau	0	0	4 655	-4 655	0
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0
Changement de méthode comptable (impact s/exercices antérieurs)	0	0	0	0	0
Résultat 2020	0	0	0	5 217	5 217
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>30 000</b>	<b>26 682</b>	<b>4 732</b>	<b>5 217</b>	<b>66 631</b>

Le capital social est composé de 198 317 actions, entièrement libérées.



**Note 22. Engagements de hors bilan :**

<b>(En milliers d'Euros) Au 31 décembre</b>		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Engagements de financement donnés et reçus :</b>			
Engagements de financement donnés			
Aux établissements de crédit			
A la clientèle			
Ouverture de crédits confirmés			
Ouverture de crédits documentaires		198	203
Autres ouvertures de crédits confirmés		77 180	71 763
Autres engagements en faveur de la clientèle		87	40
<b>Total des engagements de financement donnés</b>		<b>77 465</b>	<b>72 006</b>
Dont engagements douteux		0	4
Accords de refinancement "stand-by" reçus			
Des établissements de crédit			
De la clientèle			
<b>Total des engagements de financement reçus</b>			
<b>Engagements de garantie donnés et reçus</b>			
Engagements de garantie donnés			
D'ordre des établissements de crédit			
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires			
Ouverture de crédits confirmés			
Autres garanties		1 319	942
D'ordre de la clientèle			
Cautions, avals et autres garanties			
Cautions immobilières			
Cautions administratives et fiscales		478	354
Autres garanties		15 276	15 637
Autres garanties d'ordre de la clientèle		31 619	32 258
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>		<b>48 692</b>	<b>49 190</b>
Dont engagements douteux		1 100	306
Engagements de garantie reçus			
Des établissements de crédit		27 544	5 220
De la clientèle			
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées			
Garanties reçues de la clientèle financière			
Autres garanties reçues		150 352	131 598
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>		<b>177 895</b>	<b>136 818</b>

**Note 23. Engagements de hors bilan (suite) :**

<b>(En milliers d'Euros) Au 31 décembre</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Engagements sur titres donnés et reçus</b>		<b>45 127</b>
Engagements donnés sur titres		22 317
Titres à donner		22 317
<b>Total des engagements donnés sur titres</b>		<b>22 317</b>
Engagements reçus sur titres		22 810
Titres à recevoir		22 810
<b>Total des engagements reçus sur titres</b>		<b>22 810</b>
<b>Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme</b>		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
<b>Total des engagements donnés</b>		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
<b>Total des engagements reçus</b>		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
<b>Total des autres engagements donnés</b>		
Dont engagements douteux		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie	785	613
Autres engagements reçus		
<b>Total des autres engagements reçus</b>	<b>785</b>	<b>613</b>

**Note 24. Echéances des emplois et des ressources :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Durées restant à courir						Au 31/12/2019
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
<b>Emplois</b>							:
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>42 621</b>					<b>42 621</b>	<b>48 820</b>
Caisse, banque centrale, CCP	7 797					7 797	7 018
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	34 824					34 824	41 801
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>13 460</b>	<b>16 316</b>	<b>68 528</b>	<b>108 482</b>	<b>79 763</b>	<b>286 550</b>	<b>258 605</b>
Créances sur la clientèle	13 460	16 316	68 528	108 482	79 763	286 550	258 605
Opérations de crédit-bail et assimilées							
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		<b>296</b>	<b>34</b>	<b>24 452</b>	<b>814</b>	<b>25 596</b>	<b>24 712</b>
Titres de transaction							
Titres de placement		296	34	24 452	814	25 596	24 712
Titres d'investissement							
<b>Ressources :</b>							
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>3 840</b>		<b>58</b>			<b>3 898</b>	<b>2 372</b>
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	3 840		58			3 898	2 372
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>533 872</b>	<b>33 897</b>	<b>15 073</b>	<b>672</b>	<b>206</b>	<b>583 719</b>	<b>527 605</b>
Comptes créditeurs de la clientèle	533 872	33 897	15 073	672	206	583 719	527 605
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

Au 31/12/2020 :

— Ratio de Solvabilité : Depuis le 01/01/2014, dans le cadre de la mise en place des normes BÂLE III, les règles de calcul établies en 2007 du ratio de solvabilité (ratio Mc Donough) ont été modifiées afin d'augmenter fortement la qualité des fonds propres.

Le Coussin de Conservation des Fonds Propres (CCB) correspond entre autres à une exigence de 2,5 % supplémentaire qui s'est effectuée par palier de 0,625 % chaque 1er janvier de 2016 à 2019. Ce coussin est aujourd'hui complètement effectif à 2,5 %. Par ailleurs un Coussin contracyclique (CCyB) complémentaire compris entre 0 et 2,5%, spécifique à chaque établissement, selon la répartition de ses risques par pays géographiques de contrepartie, se rajoute aussi au minimum requis.

Avec près de 75 % des expositions de la BAMl regroupées sur la France, et un taux CCyB de 0,25 % au 31/12/2019 pour notre pays, le coussin spécifique CCyB de la BAMl était ressorti globalement à 0,28 %. Ce coussin aurait dû augmenter encore, avec un prévisionnel de 0,47 % au 31 décembre 2020 avec le relèvement annoncé le 2 avril 2020 par le HCSF (Haut Conseil de Stabilité Financière) à 0,50 % pour la France. Mais, avec la crise COVID, la plupart des pays, dont la France, ont baissé, voire annulé ce coussin. Le HCSF a décidé le 30 juin 2020 de maintenir le taux de la France à 0 % et le coussin spécifique CCyB de la BAMl ressort ainsi à 0,00 % au 31/12/2020 combiné avec les taux des autres pays.

Notre ratio de Solvabilité aux normes BÂLE III atteint le niveau de 14,30 % au 31/12/2020 (contre 13,74 % en 2019) avec un minimum requis pour la BAMl de 10,50 %, soit près de 4 points de coussin de sécurité pour résister à d'éventuelles situations de stress (contre 3 points fin 2019 à 10,78 %).

— Ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) : L'exigence du seuil minimum à atteindre pour le ratio LCR est de 100 % pour toutes les banques depuis le 1er janvier 2018. Ce ratio mensuel est de 164,61 % fin 2020 contre 135,57 % fin 2019.

- Ratio NSFR (Net Stable Funding Ratio)

L'exigence du seuil minimum à atteindre pour le ratio NSFR est de 100 % pour toutes les banques depuis son origine. Celui-ci est encore en phase d'observation et deviendra contraignant le 30/06/2021 avec la nouvelle forme définitive des états (standards pour les SI et simplifiés pour les LSI). Ce ratio trimestriel pour la BAMl atteint 138,80 % fin 2020 contre 130,87 % fin 2019.

**Note 25. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	145	139	145	139
Sur opérations avec la clientèle	487	598	7 492	8 098	7 005	7 500
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	71	73	71	73
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	1	4	834	1 682	833	1 678
<b>Total des intérêts et produits / charges assimilées</b>	<b>488</b>	<b>603</b>	<b>8 542</b>	<b>9 993</b>	<b>8 054</b>	<b>9 390</b>

**Note 26. Commissions :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	21	24	0	0	-21	-24
Sur opérations avec la clientèle	0	0	1 645	1 883	1 645	1 883
Relatives aux opérations sur titres	155	169	0	0	-155	-169
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	946	1 046	4 866	5 836	3 920	4 790
Sur opérations de hors-bilan	1	1	440	455	439	453
<b>Total des commissions</b>	<b>1 123</b>	<b>1 241</b>	<b>6 951</b>	<b>8 174</b>	<b>5 828</b>	<b>6 933</b>

**Note 27. Revenus des titres à revenu variable :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
Actions et autres titres à revenu variable		1
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées		
<b>Total des revenus des titres à revenu variable</b>		<b>1</b>

**Note 28. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
Résultat net des cessions	7 734	4 542
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions pour dépréciations	-1 306	782
<b>Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>6 427</b>	<b>5 324</b>

**Note 29. Produits sur opérations de location simple :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Sur opérations de location simple			2	9	2	9
<b>Total produits sur opérations de location simple</b>			<b>2</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>9</b>

**Note 30. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
Titres de transaction		
Change	2	4
Instruments financiers		
<b>Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>2</b>	<b>4</b>

**Note 31. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	38	16	385	309	347	292
<b>Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>38</b>	<b>16</b>	<b>385</b>	<b>309</b>	<b>347</b>	<b>292</b>

**Note 32. Frais du personnel :**

(En milliers d'euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Salaires et traitements</b>	<b>5 714</b>	<b>5 905</b>
<b>Charges sociales</b>		
Charges de retraite	406	436
Autres charges sociales	1 850	1 885
<b>Total des charges sociales</b>	<b>2 257</b>	<b>2 322</b>
<b>Intéressement et participation des salariés aux résultats</b>		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés aux résultats		186
<b>Total de l'intéressement et de la participation des salariés aux résultats</b>		<b>186</b>
<b>Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations</b>	<b>477</b>	<b>447</b>
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>8 447</b>	<b>8 860</b>

Engagements sociaux : En application de la convention collective de la banque, la BAMl est amenée à verser aux salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/20.

La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence à la BAMl au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 0,9%. Dans le cadre de la recommandation ANC n°2013-02, la BAMl n'a pas provisionné ces engagements sociaux. Au 31/12/20, ces derniers s'élèvent à 609 481 €, contre 455 636 € au 31/12/2019. Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/20 s'élève à 601 560 €, contre 533 212 € au 31/12/19.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été supprimé au 1er janvier 2019 et remplacé par un allègement de cotisations patronales pérenne, ciblé sur les bas salaires

**Note 33. Gains nets sur actifs immobilisés :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Immobilisations d'exploitation</b>		
Produits de cession des éléments d'actifs cédés	52	31
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-63	-23
<b>Gains/pertes nets sur immobilisations d'exploitation</b>	<b>-12</b>	<b>8</b>
<b>Total des gains/pertes nets sur actifs immobilisés</b>	<b>-12</b>	<b>8</b>

**Note 34. Coût du risque :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020			2019
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
<b>Dotations aux provisions de l'exercice</b>				
Risques de contrepartie	-901	0	-901	-691
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
<b>Total des dotations aux provisions de l'exercice</b>	<b>-901</b>	<b>0</b>	<b>-901</b>	<b>-691</b>
<b>Reprises de provisions de l'exercice</b>				
Risques de contrepartie	624	0	624	608
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	38	0	38	0
<b>Total des reprises de provisions de l'exercice</b>	<b>662</b>	<b>0</b>	<b>662</b>	<b>608</b>
<b>Dotation nette aux provisions de l'exercice</b>	<b>-239</b>	<b>0</b>	<b>-239</b>	<b>-83</b>
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0	0	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-434	0	-434	-295
Récupérations sur créances amorties	4	0	4	79
<b>Total du coût du risque</b>	<b>-669</b>	<b>0</b>	<b>-669</b>	<b>-299</b>
Dont :				
Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques	-669	0	-669	-299
Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays	0	0	0	0

**Note 35. Provisions réglementées :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Dotations aux provisions de l'exercice</b>		
Crédits moyen/long terme		0
Amortissements dérogatoires		-0
<b>Total des dotations aux provisions de l'exercice</b>		<b>-0</b>
<b>Reprises de provisions de l'exercice</b>		
Crédits moyen/long terme		0
Amortissements dérogatoires	0	3
<b>Total des reprises de provisions de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
<b>Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprises de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>3</b>

L'encours de provisions réglementées s'élève à 1 802 € au 31 décembre 2020 (contre 2 012 € en 2019).

**Note 36. Résultat exceptionnel :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
Charges exceptionnelles (Actifs)	0	0
Autres Charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	0	0
<b>Total du résultat exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 37. Impôt sur les bénéfices :**

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2020	2019
<b>Charge nette d'impôt sur les bénéfices</b>	<b>940</b>	<b>1 379</b>
Sur activités courantes	-3	696
Sur titres d'OPCVM détenus	943	2 382
Sur exercices antérieurs	0	-1 699

**Note 38. Effectifs moyens :**

Au 31 décembre	2020	2019
<b>Total BAMI</b>	<b>132</b>	<b>131</b>
Dont cadres	45	45
Dont personnel mis à disposition	2	0

**Note 39. Evolution du capital :**

	Nombre d'actions	Capital (€)
Situation au 31 décembre 2016	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2017	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2018	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2019	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2020	198 317	30 000 000

**Note 40. Consolidation. — Les comptes de la BAMI sont consolidés :**

— par intégration globale dans les comptes de la SCA BAKIA

Note 41. Loi Eckert. — Conformément à la loi Eckert sur les comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (Loi n°2014-617, II de l'article L 312-19 du COMOFI), les banques ont obligation de publier chaque année :

- le nombre de comptes à vue inactifs ouverts dans leurs livres à l'issue d'une période de 12 mois  
Cette période est portée à cinq ans pour les autres typologies de comptes
- le montant total des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes.

=> Ces informations doivent être publiées dans le rapport annuel ou sur tout autre document durable. Ces informations doivent être facilement accessibles (Art. R312-21 COMOFI)

A ce titre, pour l'exercice 2020, la Banque Michel Inchauspé – BAMI déclare avoir dans ses livres 658 comptes inactifs pour un montant de 2 996 K€.

Suivant l'article L312-20 du COMOFI, les comptes inactifs mentionnés au 1° du I du même article L. 312-19, à l'issue d'un délai de dix ans à compter de la date de la dernière opération, doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations  
A ce titre, pour l'exercice 2020, la Banque Michel Inchauspé – BAMI n'a transféré aucun compte à la Caisse des dépôts et Consignations.

**IV. — Rapport annuel sur l'emploi des fonds des livrets A et LDD non centralisés.**  
(Année 2020.)

Ce rapport est établi conformément à la loi L.M.E. (Loi de Modernisation de l'Economie) du 4 août 2008 et pour répondre aux exigences mentionnées au cinquième alinéa de l'article L. 221-5 du code monétaire et financier.

Vous trouverez ci-dessous les données relatives aux encours de la ressources d'épargne (Livret A + Livret Développement Durable) ainsi qu'à ceux des emplois pour les prêts aux P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) et les P.E.E. / (Prêts Économie Énergie) des tinsés aux particuliers pour les travaux d'économies d'énergie dans des bâtiments à usage d'habitation achevés depuis au moins 2 ans.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019	Variation année 2020/2019	Variation en %
Total encours non centralisés	18 740	19 459	-720	-3,7%
Encours du Livret A	24 709	21 423	3 286	15,3%
Encours du LDD	13 852	12 713	1 138	9,0%
<b>Total encours épargne LA + LDD</b>	<b>38 561</b>	<b>34 136</b>	<b>4 424</b>	<b>13,0%</b>
<b>Encours financement aux PME</b>	<b>228 076</b>	<b>197 721</b>	<b>30 356</b>	<b>15,4%</b>
Dont montant des nouveaux prêts	67 384	43 175	24 210	
<b>Encours prêts économie énergie</b>	<b>147</b>	<b>163</b>	<b>-17</b>	<b>-10,1%</b>
Dont montant des nouveaux prêts	0	0	0	
<b>Total encours prêts</b>	<b>228 223</b>	<b>197 884</b>	<b>30 339</b>	<b>15,3%</b>
<b>Ratio total encours prêts / Total encours épargne non centralisés</b>	<b>1 217,9%</b>	<b>1 016,9%</b>		
<b>Ratio encours nouveaux prêts PME/ Variation encours épargne non centralisés (1)</b>	<b>-9 361,8%</b>	<b>-1 391,3%</b>		

L'encours d'épargne des livrets A + L.D.D. a progressé de 13 %, soit 15,3 % pour le livret A et de 9 % pour les L.D.D.

La progression des encours au niveau des emplois se situe à 15,3 % dont -10,1 % pour les P.E.E.

Les obligations réglementaires de l'utilisation de la ressource non centralisée sont largement respectées :

- Le taux d'utilisation de la ressource non centralisée ressort à 1217,9 % soit nettement supérieur au minimum de 80 % imposé par la loi
- La production de prêts aux PME s'est élevée à 67384,25 K€ en 2020 alors que le montant des encours non centralisé baissait de 720 K€ dans le même temps ; pour mémoire, le ratio Encours nouveaux prêts PME / Variation encours épargne non centralisés doit être supérieur à 75 %.

(1) : Le montant des encours non centralisés entre 2018 et 2019 s'élevait à 20 598 K€ (et non pas 22 563 K€), soit une variation de -1 138 K€ au lieu de - 3 103 K€. Avec cette variation de - 1 138 K€, ce ratio sur 2019 aurait été de - 3 793 %

#### V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société Banque Michel Inchauspé-BAMI,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Michel Inchauspé-BAMI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

**Observations.** — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

la note « 10. Comptes de régularisation et actifs divers » de l'annexe qui fait état de la procédure en cours visant à recouvrer les sommes engagées dans le cadre du déploiement d'un nouveau progiciel bancaire.

la note « 16. Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes » de l'annexe qui expose les impacts du changement de méthode comptable relatif à la présentation de l'épargne réglementée centralisée résultant de la modification du règlement ANC n°2014-07 par le règlement ANC n°2020-10.

**Justification des appréciations - Point clé de l'audit.** — La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



**Evaluation du risque de crédit :**

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'actif de la société Banque Michel Inchauspé-BAMI se compose au 31 décembre 2020 d'un portefeuille de créances sur la clientèle net de 286 550 milliers d'euros représentant 43% du total de l'actif. Le montant total des dépréciations individuelles s'élève à 2 358 M€</p> <p>Ce portefeuille se décompose principalement de crédits à l'équipement, de crédits à l'habitat et de crédits de trésorerie.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « 8 – Créances sur la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels, les risques attachés aux créances douteuses sont appréciés créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation et l'état des procédures en cours.</p> <p>L'évaluation du risque de crédit est considérée comme un point clé de l'audit en raison de l'importance significative des créances sur la clientèle dans les comptes de Banque Michel Inchauspé-BAMI et du caractère individuel des critères retenus dans l'appréciation de la situation de la contrepartie.</p>	<p>Afin d'apprécier le caractère approprié des dépréciations des créances sur la clientèle, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apprécier la conception et l'efficacité des contrôles clés identifiés sur le processus d'évaluation du risque de crédit</li> <li>- Examiner la méthodologie de provisionnement sur les encours déclassés en douteux,</li> <li>- Procéder à une revue de dossiers de crédit consistant, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, à : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Apprécier les hypothèses et données détaillées retenues par la direction pour l'estimation du niveau de dépréciation,</li> <li>o Vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées.</li> </ul> </li> <li>- Examiner l'impact net des pertes constatées au cours de l'exercice face aux provisions antérieurement constituées sur ces créances en application de la méthode de provisionnement de la Société.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la Loi, nous vous informons que le présent rapport n'a pas pu être mis à la disposition des actionnaires dans les délais prescrits par les articles L.225-115 et R.225-89 du Code de commerce, en raison de la communication tardive du rapport de gestion.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise.**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 et L.22-10-10 du Code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Michel Inchauspé-BAMI par votre assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2006 pour le cabinet RSM Paris et sur les comptes clos au 31 décembre 2016 pour le cabinet SAINT-HONORE BK&A.

Au 31 décembre 2020, le cabinet RSM Paris était dans sa quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet SAINT-HONORE BK&A dans sa cinquième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris, le 26 mai 2021.

*Les commissaires aux comptes :*

**Société de Commissariat aux Comptes**  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris :

Paul-Evariste VAILLANT ;  
Associé,

**Société de Commissariat aux Comptes**  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris :

Frederic BURBAND ;  
Associé.